

Maxence MORETTI - 3203256

Collège de droit - Licence 1

Sujet : La société de demain



L'avenir est un sujet qui fascine l'humanité. Cependant envisager le monde de demain relève de l'impossible. Nombreux sont ceux qui s'y sont risqués. Certains, bien que ces rares élus fassent figure d'exception, avec réussite à l'instar de Arthur C. Clarke dans son célèbre roman *2001, L'Odyssée de l'espace* ou encore Jules Verne avec son ouvrage *De la Terre à la Lune*. D'autres toutefois se sont soit trompés soit sont encore trop en avance pour que leur imagination soit réelle. C'est le cas par exemple de Terminator. Mais, malgré ces erreurs, l'anticipation de l'avenir reste répandue comme en témoigne l'astrologie et la voyance.

Pourtant quel intérêt existe-t-il à imaginer la société de demain s'il est quasiment certain de se tromper au moment de l'anticipation ?

À cette question Adolphe Thiers aurait répondu « gouverner, c'est prévoir ». En effet, il semble limpide qu'en anticipant les difficultés que l'homme est amené à rencontrer dans un futur à court comme à long terme ces difficultés pourront dans le meilleur des cas être évitées ou dans une vision davantage pessimiste simplement limitées dans leurs effets.

Toutefois afin de parvenir à trouver des solutions aux difficultés encore faut-il les avoir définies, mis en évidence et cernées. C'est pourquoi au travers de cette brève réflexion il sera tenté de mettre en évidence les problèmes que l'humanité pourrait rencontrer dans le futur.

Mais avant toute chose, il est nécessaire de définir ce qui est entendu par des termes tels que « futur » ou « demain ». En effet au vu du contexte actuel de pandémie, il semble important de préciser qu'ici la « société de demain » envisagée sera envisagée à court terme c'est-à-dire au lendemain de la crise sanitaire provoquée par le coronavirus mais également à moyen voire long terme.

Cette précision étant faite, une seconde s'impose et est relative à la notion de « société ». En effet ce terme peut revêtir plusieurs aspects en fonction de s'il traite de la société en tant que société occidentale ou société internationale ou simplement en tant que conglomérat d'êtres humains.

Les différents problèmes potentiels qui seront mis en évidence ici peuvent être classés en trois catégories : les questions relatives à l'environnement (I), celles liées à l'économie (II) et les questions sociales (III). Pour autant, il en va de même que la séparation des pouvoirs en France. La limite entre ces différentes catégories est souple. Dès lors, certaines questions pourraient selon la manière de voir les choses de chacun être classées différemment. Mais cela n'a guère d'importance puisqu'ici l'enjeu réside bien davantage dans le fait de la prise de conscience des potentielles problématiques que dans leur classification.

## **I- Des questions relatives à l'environnement**

Les questions environnementales sont un sujet relativement récent et actuel. Effectivement, la prise de conscience de la situation désastreuse (A) dans laquelle l'humanité se trouve a engendré un certain nombre de réponses. Néanmoins ces réponses restent insuffisantes (B).

### **A- Prise de conscience d'une situation désastreuse**

La question environnementale fait désormais partie du quotidien des sociétés occidentales. En effet, cela peut être à l'occasion de gestes simples, réalisables par tous, tels que le tri des déchets ou bien lors de la Convention citoyenne pour le Climat par exemple.

Certaines personnes se sont emparées de la question. En l'espèce comment ne pas nommer celle qui est connue de tous en matière de protection de l'environnement : la suédoise Greta Thunberg.

Suite à ces positions marquantes ainsi qu'à la couverture médiatique conséquente qui a suivi il semble qu'une prise de conscience ait eu lieu au sein des sociétés occidentales.

Cela se manifeste concrètement lors des élections. Ainsi en 2017 à l'occasion des élections présidentielles quel candidat n'a pas pris position sur la question environnementale ? Aucun. Dès lors, parmi les promesses électorales figuraient un arrêt progressif du nucléaire ou encore une neutralité carbone dans les années à venir. Cela montre bien que les candidats estiment que de prendre position sur ce sujet rapporte un certain nombre de voix et donc qu'a fortiori la question touche une partie sinon l'ensemble des électeurs bien que cela soit à un degré différent.

Un autre élément permettant de mettre en évidence la prise de conscience de la situation environnementale décadente est l'apparition de nombreux documentaires sur le sujet. Or si certains sont prêts à investir des sommes d'argent importantes c'est bien qu'un tel contenu rencontre une audience.

Néanmoins dans certains cas, financer de pareils contenus permet de redorer son image comme ce fut le cas pour Total. Mais une fois encore cela met en évidence le fait que la population soit saisie de la question. En effet, si cette dernière s'en désintéressait alors les entreprises financeraient d'autres projets pour restaurer leur image. C'est donc bien qu'il existe une prise de conscience, au moins dans les sociétés occidentales.

S'il existe une prise de conscience du problème, qu'en est-il des solutions apportées actuellement ?

### **B- Des réponses insuffisantes apportées**

Suite à la prise de conscience qui a été démontrée plus tôt, certaines réflexions ont été menées. De ces dernières ont découlé diverses actions concrètes. Il sera étudié ici trois exemples permettant de montrer que si des mesures ont été prises elles restent insuffisantes.

La première des solutions qui seront étudiées ici consiste en des panneaux solaires. Cet outil dispose d'un fonctionnement que l'on pourrait résumer simplement de la manière suivante : le panneau solaire utilise l'énergie solaire pour produire de l'électricité. En utilisant un panneau solaire, il semble donc qu'aucun dioxyde de carbone ne soit produit. Or la production de

dioxyde de carbone est un enjeu majeur pour l'environnement. Par conséquent, le panneau solaire apparaît comme une solution viable à court terme. Mais les apparences sont trompeuses car pour produire des panneaux solaires il faut faire chauffer certains matériaux à haute température engendrant ainsi une « dette énergétique » que le panneau mettra environ dix ans à rembourser ce qui correspond à une grosse partie de sa durée de vie. Finalement cette solution en apparence ingénieuse dispose de failles limitant sa viabilité.

Afin de limiter l'empreinte carbone d'autres mesures ont été mises en place. C'est le cas du développement et de l'utilisation de véhicules électriques ou a minima hybrides. Afin de favoriser cette nouvelle technologie, les différents États ont mis en place un système de bonus et de malus. Pourtant ici encore la viabilité du véhicule électrique peut être nuancée. En effet, le problème réside ici dans les batteries lithium. En l'espèce, les batteries disposent d'une durée de vie particulièrement limitée or la technologie actuelle ne permet pas encore de recycler les différentes batteries. Cela constitue un fort impact environnemental même s'il faut souligner que la pollution n'est plus une pollution due à un rejet de gaz carbonique.

Enfin, troisième exemple cette fois ci davantage d'actualité : la Convention citoyenne pour le climat. Cette dernière constituée en octobre 2019 avait vocation à déboucher sur des propositions qui seraient présentées devant le Parlement. Pourtant malgré les engagements pris par le gouvernement français toutes les propositions n'ont pas été soumises au législateur. Si l'aspect politique est critiquable cela montre encore qu'il reste un pas à franchir afin de pouvoir aller de l'avant et affronter la crise environnementale qui constitue un enjeu majeur pour les années à venir.

## **II- Des questions relatives à l'économie**

Depuis un siècle les crises économiques s'enchaînent à un rythme de plus en plus effréné et force est de constater que les États ne parviennent pas tous à s'en relever s'enlisant chaque fois davantage dans une dette de plus en plus profonde (A). Au-delà de l'accélération de la fréquence des crises économiques, les sociétés occidentales doivent faire face à un autre défi, celui du déclin de la croissance (B).

### **A- Le cas de la dette des États**

La crise sanitaire a accentué un phénomène existant depuis plusieurs années déjà : l'endettement des États. En effet, les États empruntent auprès de banques et autres créanciers afin de financer des projets, de maintenir la qualité de vie des citoyens ou encore afin d'assurer ses prérogatives qui font de lui un État (notamment la protection du territoire).

Si certains experts estiment qu'être endetté n'est pas un problème, il n'en reste pas moins qu'être endetté n'est pas une bonne chose. Et si l'on peine à rembourser ses emprunts il est difficile de prétendre à de nouveaux emprunts. Ainsi résorber la dette devrait être une priorité sur le plan économique tout du moins. Pourtant durant la crise sanitaire la dette publique française a atteint des sommets jusque-là encore jamais atteints par cette dernière, soit une dette publique représentant 115,17% du produit intérieur brut en 2020 selon les chiffres de l'Institut Nationales de la Statistique et des Études Économiques. Or il n'est pas prévu de plan en France pour non pas résorber cette dette mais bien la stabiliser contrairement à ce que fait le « champion européen de la dette » à savoir l'Allemagne.

Néanmoins le gouvernement s'est saisi de la question ce qui constitue le premier pas vers une amélioration de la situation. En effet, une commission pour l'avenir des finances publiques présidé par M. Jean Arthuis a été missionnée afin de travailler sur le sujet. Il ressort du rapport de cette dernière un certain nombre de propositions. Parmi ces propositions figurent un remodelage nécessaire du système ainsi qu'une loi de finance établissant un budget à long terme.

Finalement, là encore si la situation n'est pas au beau fixe les problèmes sont en train d'être saisi à bras le corps ce qui permet d'envisager l'avenir sous un jour meilleur.

### B- Déclin de la croissance, la fin de la société de consommation comme solution potentielle

Pour envisager l'économie future quoi de mieux que de s'intéresser à la viabilité du système actuel.

Dans les pays couramment appelés « avancés » le modèle économique repose sur le libéralisme et une société de consommation. Or un tel système nécessite une forte croissance économique pour perdurer. Ce qui en l'espèce n'est plus le cas.

Effectivement, selon les chiffres de l'INSEE la France enregistrait en 2019 (soit avant la crise sanitaire et ses effets) une croissance annuelle de 1,5%. Or ce chiffre est bien inférieur au pourcentage de croissance qui est nécessaire pour que le système économique soit viable et perdure.

Même à l'échelle mondiale une croissance annuelle de 3% était enregistrée selon les chiffres du Fond Monétaire International. Bien que supérieur à celui de la croissance française, ce pourcentage reste insuffisant. D'autant plus qu'il est largement inférieur à la croissance des années 2017 et 2018 qui était estimée par le Fond Monétaire International à 3,7% et 3,5%.

Dans ces circonstances, il apparaît évident que le modèle économique est à repenser, que la société de consommation doit passer à la postérité. Passer à la postérité car bien évidemment il ne faut pas oublier d'où l'on vient pour savoir où l'on va ou tout du moins où l'on ne va pas. Mais alors quel système faudrait-il adopter ?

Une réponse satisfaisante à cette question serait celle qui répondrait de la manière suivante : Consommer moins, consommer mieux, produire plus durablement, produire mieux tout en offrant à tous du travail, des revenus suffisants pour bénéficier du minimum vital à défaut de pouvoir fournir un confort certain et enfin peut-être un contrôle renforcé.

Sans être pour autant pessimiste, il faut bien souligner que cette société relève pour le moment de l'utopie mais pour autant ne faut-il pas continuer à rêver de cette société en faisant tout ce qui est possible pour atteindre l'objectif recherché ?

### III- Des questions sociales

Une meilleure protection environnementale couplée à un meilleur système économique ne rend que plus simple la constitution d'un système social plus juste car la crise sanitaire a révélé bien

des choses parmi elles des inégalités visibles à toutes les échelles tout en les renforçant (A). Si la lutte pour l'égalité est une lutte qui est très ancienne et est encore aujourd'hui une lutte fondamentale, il apparaît au sein des sociétés occidentales que de nouveaux combats sociaux voient le jour sans pour autant s'opposer aux héritages des luttes antérieures (B).

### A- La crise de la covid, facteur accentuant une inégalité internationale

Chaque crise révèle des inégalités mais aucune crise interne ne peut rivaliser avec les crises à l'échelle mondiale. En effet, comme l'avait le krach de Wall Street en 1929 la crise sanitaire de 2020 a mis en lumière un monde avançant à plusieurs vitesses. Pour schématiser, il y a d'un côté les pays développés, majoritairement situés dans l'hémisphère nord disposant de la technologie de pointe ainsi que des ressources financières permettant de développer des vaccins et de l'autre les pays en retard de développement également dits « pauvres ». En effet à l'heure actuelle plus de 50% de la population française (chiffre du ministère de la Santé) est vaccinée tandis que l'Afrique dans son ensemble représente moins de 2% des vaccins contre le coronavirus administré dans le monde selon l'Organisation Mondiale de la Santé (chiffre valable en avril 2021).

Dès lors, l'exemple concret de la vaccination confirme qu'il existe bien une dichotomie entre d'une part les pays développés et les autres.

Ainsi donc il apparaît que la coopération internationale est extrêmement limitée sinon inexistante. Comment rester dans ce cercle restreint de privilégiés alors même que l'épreuve de la seconde guerre mondiale a mis en évidence que le recherche de l'autarcie n'était pas la voie qu'il convenait de suivre ?

Un autre exemple d'inégalité a été visible au sein d'un même État, en l'espèce la France mais c'est également le cas dans d'autres pays. Effectivement, à l'annonce du confinement en mars 2020, un exode rural s'est déroulé parmi ceux qui pouvaient se le permettre. C'est bien sur cet aspect qu'inégalité sociale il y a. Certains disposent des moyens de télétravailler à la campagne ou autrement avec de l'espace, un matériel adapté et une connexion internet satisfaisante tandis que d'autres sont soit enfermés dans un appartement soit manquent de matériel soit disposent d'une mauvaise connexion internet rendant le télétravail difficile sinon impossible.

Finalement, la crise de la covid a mis en évidence des inégalités profondes ancrées dans le monde que l'homme a construit. C'est pourquoi ces inégalités doivent être combattues. Et elles le sont.

### B- Nouvelle génération, nouvelles luttes

Du fait de son histoire, la France dispose d'une aversion toute particulière pour les inégalités, les discriminations, le racisme ou encore l'intolérance. Les révolutionnaires se sont battus pour la liberté. Les hommes qui les ont suivis ont continué leur lutte en ajoutant à chaque fois un combat propre à leur époque. Par exemple au XIXe siècle, à l'heure de la révolution industrielle, il fut le temps des luttes ouvrières pour la protection du salarié et le droit du travail. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les hommes et les femmes firent front pour davantage d'égalité et obtinrent le droit de vote des femmes.

Les luttes se sont poursuivies jusqu'à en arriver à aujourd'hui. Mais quels combats sont menés par la jeunesse française ? La jeunesse française se bat comme ses aînés pour sa liberté, son indépendance mais également pour des causes qui lui sont davantage propres. C'est-à-dire pour la protection de l'environnement, la protection animale, l'acceptation des personnes telles qu'elles sont autrement dit, elle lutte contre le racisme, contre l'homophobie. Ces combats sont désormais visibles quasiment quotidiennement. Par exemple, on ne compte plus les personnalités qui posent un genou à terre en hommage à Georges Floyd victime du racisme aux États-Unis ou encore les manifestations des membres de la communauté LGBT+ comme la « marche des fiertés » qui s'est déroulée à Paris le 26 juin 2021.

Ainsi chaque génération dispose de ses propres luttes sans pour autant oublier les luttes antérieures. Par conséquent, chaque nouvelle lutte ajoutée constitue une avancée vers un monde meilleur. C'est pourquoi il convient d'être relativement optimiste sur les problématiques sociales car tant que les luttes perdureront la situation ne pourra que progresser. Cela mènera à terme à une société de demain qui sera meilleure encore que celle d'aujourd'hui, où il fera bon vivre et où chacun aura sa place.